

**Installations classées pour la Protection de l'Environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 52-6797/2026/54**

**Portant levée de la mise en demeure n°52-6797/2024/018 du 24 septembre 2024 pris à l'encontre de la société SPI AERO située sur le territoire de la commune de MAULEON-LICHARRE**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 de son livre 1<sup>er</sup> ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 05 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°6797/2012/013 du 03 décembre 2012 autorisant la société SPI AERO à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Mauléon-Licharre ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°52-6797/2024/018 du 24 septembre 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société SPI AERO de respecter les prescriptions techniques de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2012 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées établi la 29 janvier 2026 à la suite de la visite d'inspection du 28 janvier 2026 de l'installation de traitement de surface exploitée par la société SPI AERO, sise 61 avenue de Treville à MAULEON-LICHARRE, constatant le respect de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2012 susvisé ;

**VU** l'avis favorable tacite de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 29 janvier 2026 ;

**CONSIDERANT** qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 28 janvier 2026 que la société SPI AERO respecte les prescriptions techniques de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2012 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques :

## ARRÊTE

### Article Premier : Objet

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-6797/2024/018 du 24 septembre 2024 sont abrogées.

### Article 2 : Information des tiers (art.R.171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

### Article 3 : Délais et voies de recours (art. L. 171-11 du Code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### Article 4 : Exécution - ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet d'Oloron-Sainte-Marie, monsieur le maire de Mauléon-Licharre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté à la société SPI AERO.

Pau le, **20 MARS 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général,  
  
**Samuel GESRET**